

# Enquête sur les infrastructures publiques essentielles du Canada : Transport en commun, déchets solides et gestion des actifs, 2018

*Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le jeudi 21 janvier 2021*

---

L'infrastructure canadienne de transport en commun et de gestion des déchets solides était plus écologique en 2018 comparativement à deux ans plus tôt. Cela est en partie attribuable à l'augmentation de près du cinquième du nombre d'autobus électriques et hybrides ainsi qu'à la hausse de 52,2 % des droits de passage exclusifs, c'est-à-dire des routes réservées en tout temps au transport en commun et aux autres véhicules multioccupants. Le nombre d'installations de réacheminement des déchets (installations de recyclage, de compostage et de digestion anaérobie) a, pour la première fois en 2018, dépassé le nombre d'installations d'élimination actives.

## **Davantage d'autobus sont hybrides et électriques en 2018**

Le matériel roulant des systèmes de transport en commun a enregistré une légère hausse de 2016 à 2018. En 2018, les administrations municipales et régionales ainsi que les administrations provinciales et territoriales possédaient 18 132 autobus de transport en commun (+280 par rapport à 2016) et 3 646 trains (+167 par rapport à 2016).

Même si les autobus au diesel constituaient plus des deux tiers (67,9 %) des parcs d'autobus de transport en commun en 2018, les stocks d'autobus électriques et hybrides ont augmenté de 18,6 % de 2016 à 2018 et représentaient 12,8 % de l'ensemble des autobus. Les autobus au biodiesel représentaient 14,9 % du total.

En 2018, le parc d'autobus du Québec avait la plus forte proportion de véhicules moins polluants; en effet, plus des deux cinquièmes (44,8 %) de la flotte fonctionnaient au biodiesel, et un cinquième (19,9 %) des autobus étaient hybrides ou électriques.

Les autres actifs de matériel roulant utilisé pour le transport en commun au Canada comprenaient 1 740 véhicules de transport adapté pour les personnes ayant une incapacité, dont le nombre a augmenté de façon considérable par rapport à 2016 (+459), et 245 tramways. Un septième (14,3 %) des actifs de transport adapté avaient été achetés en 2017 et en 2018.



**Tableau 1**  
**Nombre d'actifs de matériel roulant de transport en commun de propriété publique, selon le type, Canada, 2018**

	nombre
<b>Total autobus</b>	<b>18 132</b>
Autobus au diesel	12 316
Autobus au biodiesel	2 706
Autobus électriques	271
Autobus au gaz naturel	382
Autobus hybride (diesel, biodiesel et gaz naturel)	2 046
Autres types d'autobus	409
<b>Autres actifs de matériel roulant</b>	
Transport en commun spécialisé (para transpo transport adapté service d'autobus à la demande)	1 740
Tramways	245
Trains lourds (métro)	2 023
Voitures de train de banlieue (locomotives et voitures destinées aux voyageurs)	1 273
Trains légers sur rail	350

Source(s) : [34-10-0248-01](#)

### Les autobus sont en meilleur état à Terre-Neuve-et-Labrador et en Colombie-Britannique

En 2018, tous les autobus ont été jugés en bon ou très bon état à Terre-Neuve-et-Labrador. La province affichait la deuxième proportion en importance (64,8 %) d'autobus achetés depuis 2010, après l'Île-du-Prince-Édouard (76,0 %). La Colombie-Britannique se classait au deuxième rang (85,8 %) quant à la proportion d'autobus en bon état ou en très bon état. Il s'agit d'une augmentation de 11,0 % par rapport à 2016. Plus du dixième du parc d'autobus de la Colombie-Britannique a été acheté en 2017 ou en 2018.

En revanche, la Nouvelle-Écosse (36,2 %) avait la plus forte proportion d'autobus en mauvais état ou très mauvais état, suivie du Nouveau-Brunswick (16,4 %). Les trois cinquièmes des autobus de transport en commun de la Nouvelle-Écosse avaient été achetés avant 2010. Parmi les provinces, la Nouvelle-Écosse affichait la plus faible proportion (1,1 %) du parc d'autobus acheté en 2017 ou en 2018.

La plus grande proportion d'autobus datant d'avant l'an 2000 se trouvait au Nouveau-Brunswick (15,7 %). Toutefois, il s'agit d'une amélioration marquée par rapport à 2016, année au cours de laquelle près du tiers du parc d'autobus du Nouveau-Brunswick était constitué d'autobus achetés avant 2000. En 2018, plus du dixième (12,9 %) de son parc d'autobus avait été acheté en 2018 ou en 2017, ce qui a permis au Nouveau-Brunswick de se classer au premier rang en termes d'augmentation du nombre d'autobus en bon état ou en très bon état par rapport à 2016 (+15,8 %).

Aucun autobus n'a été acheté pour le transport en commun dans les territoires en 2017 ou en 2018. La proportion d'autobus jugés en bon ou très bon état a diminué de plus du cinquième au Yukon (-21,0 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (-20,8 %). Le Nunavut n'avait pas d'actifs de transport en commun en 2018.

### La majorité des trains sont en bon ou très bon état

En 2018, près du cinquième du parc de trains lourds (métros) et de trains légers était constitués de trains achetés en 2017 ou en 2018, et près de la moitié (45,9 %) de tous les trains, y compris les voitures de train de banlieue, avaient moins de 10 ans.

Plus des quatre cinquièmes des trains à l'extérieur du Québec ont été jugés en bon ou en très bon état en 2018. La proportion de trains légers jugés en mauvais état ou en très mauvais état a diminué et est passé de 40,2 % en 2016 à 20,8 % en 2018, et tous les trains se trouvaient en Alberta. D'ailleurs, plus du cinquième (22,5 % du stock de la province) des trains en Alberta étaient en mauvais ou en très mauvais état en 2018.

---

L'Ontario possédait près de la moitié (49,1 %) des trains du transport en commun appartenant aux administrations provinciales et territoriales ainsi qu'aux administrations régionales et locales du Canada. L'Ontario était aussi la seule province qui avait les trois types de trains en 2018 : voitures de train de banlieue, trains lourds (métro) et trains légers.

Tous les trains lourds et légers étaient accessibles aux personnes ayant une incapacité en 2018.

### **Un plus grand nombre de routes sont réservées au transport en commun et aux véhicules multioccupants en 2018**

En 2018, on comptait 315 droits de passage exclusifs, c'est-à-dire des routes réservées en tout temps au transport en commun et aux autres véhicules multioccupants. Ce nombre a augmenté de 52,2 % comparativement à deux ans plus tôt. Cela a permis aux Canadiens de mieux utiliser l'infrastructure routière tout en réduisant la consommation d'énergie par voyage-personne.

### **La Colombie-Britannique construit des abribus et des gares de voyageurs en 2017 et en 2018**

L'infrastructure, comme les abribus et les gares de voyageurs, joue un rôle essentiel dans le transport en commun. En 2018, on comptait 27 564 abribus, 744 gares et terminus de voyageurs, 11 073 supports et abris pour vélos, et 721 stationnements incitatifs et débarcadères au Canada.

L'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Alberta représentaient la grande majorité (96,2 %) des gares et des terminus de voyageurs. La plupart (71,1 %) de ces installations étaient en bon ou très bon état. En Colombie-Britannique, on a achevé, en 2017 ou en 2018, la construction de 54 gares et terminus de voyageurs, ce qui représentait plus du tiers (37,2 %) des stocks de la province en 2018.

### **Les municipalités rurales possèdent plus du cinquième des stationnements incitatifs et des débarcadères**

La faible densité de population et les grandes distances de déplacement qui caractérisent les municipalités rurales limitent les possibilités de transport offertes aux résidents. Les stationnements incitatifs et les débarcadères offrent un accès plus facile aux réseaux de transport en commun. Les municipalités rurales possédaient près du tiers (31,8 %) de tous les débarcadères et près du cinquième (18,1 %) des stationnements incitatifs au Canada.

Les niveaux d'administration supérieurs, comme les administrations régionales, provinciales et territoriales, possédaient 23,0 % des débarcadères et 16,6 % des stationnements incitatifs. Ces installations peuvent se trouver dans des zones rurales ou urbaines.

Les municipalités rurales ont également déclaré près du dixième (8,6 %) du matériel roulant spécialisé pour le transport en commun, qui comprend les services de transport en commun pour les personnes ayant une incapacité ainsi que des véhicules pour d'autres services de transport non conventionnels, comme les services d'autobus à la demande. Les administrations régionales, provinciales et territoriales détenaient 27,7 % de ces actifs au Canada en 2018.

### **Les municipalités rurales possèdent la majorité des actifs relatifs aux déchets solides**

Au Canada, les administrations provinciales, territoriales, régionales et municipales détenaient et exploitaient 3 284 installations d'élimination des déchets, 1 981 stations de transfert et 1 532 installations de réacheminement des déchets en 2018.

Les déchets solides sont généralement traités à l'extérieur des limites municipales, puisque la majorité des infrastructures de déchets solides appartiennent aux municipalités rurales. Par contre, en Colombie-Britannique, la moitié (50,0 %) de ces actifs appartenait à des administrations régionales alors qu'à l'Île-du-Prince-Édouard, tous les services de gestion des déchets solides étaient fournis par la province.

En moyenne, on dénombrait une installation d'élimination des déchets active (à l'exclusion des 1 785 sites fermés) pour 3,4 municipalités en 2018. Parmi les installations d'élimination des déchets actives, on comptait 737 dépotoirs à ciel ouvert, 716 sites d'enfouissement techniques, 26 incinérateurs et 20 installations de valorisation énergétique.

Y compris les sites fermés, plus de la moitié (52,5 %) des installations d'élimination des déchets publiques au Canada étaient sous la responsabilité de municipalités comptant moins de 5 000 habitants, principalement des municipalités rurales. Lorsque l'on exclut les sites fermés, cette proportion augmente à 64,2 %.

### **En 2018, davantage d'installations de gestion des déchets mettent l'accent sur le recyclage et le compostage que sur l'élimination active**

En 2018, on comptait au moins une installation de compostage publique et au moins une installation de récupération de matériaux publique dans chaque province et territoire, sauf au Nunavut.

En 2018, le nombre d'installations de réacheminement des déchets (installations de recyclage, de compostage et de digestion anaérobie) a dépassé le nombre d'installations d'élimination actives. Alors que les installations d'élimination actives représentaient 54,7 % du total des actifs de réacheminement et d'élimination des déchets en 2016, leur proportion a diminué à peu moins de la moitié (49,5 %) en 2018.

L'importance croissante du réacheminement des déchets est reflétée dans les données. De 2010 à 2018, environ deux cinquièmes des installations de réacheminement des déchets publiques ont été mises en service, comparativement à 14,0 % des installations d'élimination des déchets. Plus de la moitié (55,2 %) des installations d'élimination des déchets ont été construites avant 2000, et près du dixième (9,6 %) des dépotoirs à ciel ouvert et des sites d'enfouissement technique actifs ont été construits avant 1970. En revanche, deux installations de réacheminement des déchets (0,1 % du stock) ont été construites avant 1970 et moins du cinquième (18,9 %) avant 2000.

#### **Note aux lecteurs**

*L'Enquête sur les infrastructures publiques essentielles du Canada de 2018 a été menée en partenariat avec Infrastructure Canada. Les résultats de l'enquête englobent neuf types d'actifs (routes; ponts et tunnels; installations de culture, loisirs et sports; eau potable; transport public; logement public social et abordable; déchets solides; eaux pluviales; eaux usées). Les données portent sur des sujets comme le stock, l'état, le rendement et les stratégies de gestion des actifs.*

*Les données sont fondées sur les réponses d'environ 2 520 organisations gouvernementales sélectionnées à partir du Registre des entreprises de Statistique Canada, qui est un dépôt central de renseignements sur les organisations publiques et privées en exploitation au Canada. Le Registre des entreprises est utilisé comme cadre principal dans la plupart des programmes statistiques économiques de Statistique Canada.*

*Les organisations suivantes sont comprises dans l'enquête :*

- ministères provinciaux et territoriaux;
- administrations publiques régionales;
- municipalités urbaines et rurales;
- certaines sociétés d'État provinciales et sociétés de transport en commun.

*Il est possible que les estimations de 2018 ne soient pas comparables à celles de 2016 en raison de l'amélioration de la couverture et des définitions, ainsi que des changements apportés à la méthodologie d'enquête, dont l'élargissement de la population cible. De 2016 à 2018, plusieurs changements importants ont été apportés au questionnaire de l'Enquête sur les infrastructures publiques essentielles du Canada.*

- Les réponses au questionnaire ont été recueillies au moyen d'une plateforme électronique plutôt que d'un questionnaire papier.
- Le nombre de questions a été restreint pour réduire le fardeau de réponse.
- L'enquête comprenait un recensement de toutes les municipalités comptant au moins 1 000 habitants et un échantillon de celles comptant entre 500 et 1 000 habitants.

- Au Québec, l'enquête a été menée par l'Institut de la statistique du Québec.

Les répondants ont reçu l'échelle de classement suivante quand on leur a demandé d'évaluer l'état physique général de leurs actifs :

**Très mauvais** : Besoin immédiat de remplacer la majorité ou la totalité de l'actif. Il existe des risques pour la santé et la sécurité qui présentent un risque possible pour la sécurité publique, ou l'actif ne peut être entretenu ou exploité sans risque pour le personnel. Le remplacement de l'actif ou des travaux majeurs s'imposent de toute urgence. L'actif fonctionne à moins de 10 % de sa durée de vie résiduelle prévue.

**Mauvais** : Il est probable que l'actif connaîtra une défaillance et il nécessite d'importants travaux à court terme. L'actif est à peine utilisable. L'actif ne pose aucun risque immédiat pour la santé ou la sécurité. L'actif fonctionne à moins de 40 % de sa durée de vie résiduelle prévue.

**Passable** : Une détérioration considérable est évidente; des composantes mineures ou des sections isolées de l'actif doivent être remplacées ou réparées dès maintenant, mais l'actif continue de fonctionner en toute sécurité à un niveau de service adéquat. L'actif fonctionne à 40 % ou plus de sa durée de vie résiduelle prévue.

**Bon** : L'actif présente un état physique acceptable; l'actif présente un risque minime de défaillance à court terme, mais il pourrait se détériorer à long terme. Seuls des travaux mineurs sont requis. L'actif fonctionne à 80 % ou plus de sa durée de vie résiduelle prévue.

**Très bon** : L'actif présente un bon état physique. L'actif devrait fonctionner adéquatement. L'actif fonctionne à 95 % ou plus de sa durée de vie résiduelle prévue.

**Tableaux disponibles** : [34-10-0236-01](#) à [34-10-0265-01](#) , [34-10-0268-01](#), [34-10-0269-01](#), [34-10-0276-01](#) et [34-10-0277-01](#).

**Définitions, source de données et méthodes** : numéro d'enquête [5173](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca](mailto:STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca)) ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca](mailto:STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca)).

Pour obtenir plus de renseignements à propos des raisons pour lesquelles cette enquête a été menée, et sur la façon dont les résultats de l'enquête seront utilisés dans l'élaboration de politiques et de programmes en matière d'infrastructure et dans la prise de décision d'investissement, communiquez avec Infrastructure Canada au 613-948-1148 ou composez sans frais le 1-877-250-7154 ([infoc.info.infoc@canada.ca](mailto:infoc.info.infoc@canada.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias d'Infrastructure Canada au 613-960-9251 ([infoc.media.infoc@canada.ca](mailto:infoc.media.infoc@canada.ca)).